



PAD

PRO-ACTION DÉVELOPPEMENT



Rapport d'activités 2017

Programme BURUNDI



PAD Burundi

Avenue du Lac n°7
6245/C Quartier Asiatique
Bujumbura
(+257) 75 110 775 / 22 275 850
pad.burundi@proactiondev.org

PAD Belgique

24 rue Camille Cals
B-5030 Ernage - Belgique
Tél : +32 81 600 125
mallorie@proactiondev.org
<http://www.proactiondev.org>

OPDE

Boulevard du 28 novembre.
B.P 6252, Kigobé- Bujumbura
(+257) 22 241 099 / 22 218 148
bukgad@yahoo.fr
www.opdeburundi.org

Sommaire

1. Résumé	3
2. Le programme AAKT : « Amazi Amagara Kuri Tweze, l'eau et la santé pour tous »	5
2.1. Contexte	5
2.2. Sensibilisation et formation.....	5
2.3. Réalisations.....	7
2.4. Les comités hygiène et assainissement (CHA)	8
2.5. Evaluation de l'impact	11
2.6. Perspectives futures	12
3. Le programme ISAM « Isuku Soko ry'Amagara Meza, Hygiène source de vie saine»	12
3.1. Contexte	12
3.2. Réalisations au niveau domiciliaire	13
3.3. Réalisations au niveau communautaire	14
3.4. Réalisations en milieu scolaire	15
3.5. Au niveau institutionnel	17
3.6. Perspectives 2018.....	17

1. Résumé

Les deux programmes au Burundi ont pour **objectif global** d'améliorer la santé communautaire à travers l'accès à l'eau potable, l'assainissement solide et liquide et le renforcement durable des pratiques d'hygiène.



C'est dans la commune de Mutimbuzi en province de Bujumbura Rural que le programme AAKT, Amazi Amagara Kuri Tweze, l'eau et la santé pour tous, a démarré en 2010. Quatre ans plus tard, le deuxième programme ISAM, Isuku Soko ry'Amagara Meza, Hygiène source de vie saine, a vu le jour dans la commune de Gihanga, en province de Bubanza. Les besoins dans les deux zones sont criants : méconnaissance des pratiques d'hygiène de base, manque d'eau (principalement à Gihanga), système de gestion défaillant, maladies diarrhéiques fréquentes et épidémies de choléra cycliques... or, peu d'acteurs interviennent de façon durable dans ces communes, que ce soit dans les domaines de l'eau, de l'hygiène ou de l'assainissement.

L'action se fait à trois principaux niveaux : domiciliaire au sein des familles, communautaire via la création et formation de comités et la réalisation d'ouvrages, et enfin communal avec les autorités locales. Parallèlement, le projet intervient en milieu scolaire.

Force est de constater que durant toute l'année 2017, la crise politique amorcée en avril 2015 par l'annonce du président Nkurunziza de briguer un troisième mandat s'est enlisée dans une instabilité politique et économique permanente où une crise socio-humanitaire, alimentaire et sécuritaire n'ont fait qu'augmenter la pauvreté grandissante au Burundi. Les conséquences sur le plan économique ont frappé durement les familles burundaises : inflation monétaire, rareté des produits de première nécessité, spéculation sur les produits d'importation, effondrement de secteurs porteurs... La vulnérabilité des enfants face aux problèmes récurrents de malnutrition et aux épidémies saisonnières, dans ces conditions sanitaires précaires, ont été encore un peu plus accentuées.

Le **programme AAKT** s'est concentré sur sa phase de pérennisation et de renforcement des capacités en écosanitation. La latrine écosan a fait ses preuves dans cette commune ou 65%

des ménages bénéficiaires utilisent effectivement le compost dans leurs activités de maraîchage ou d'agriculture. Un réseau de valorisation du compost a vu le jour, et les CHA, Comités Hygiène et Assainissement, ont gagné en autonomie par le développement d'AGR (Activités Génératrices de Revenus) autour de l'hygiène et de l'écosanitation.

A Gihanga, le **programme ISAM**, a pris son essor et a déployé son action parmi cinq nouvelles communautés, sur trois collines différentes. La mobilisation des ménages et des comités ont permis à plus de 2 000 nouvelles familles de suivre les animations sur l'hygiène et de bénéficier aussi d'une nouvelle latrine. Six écoles se sont engagées dans la construction et la réhabilitation de blocs de latrines : à Murire II, l'ancien bloc a été réhabilité et un nouveau a vu le jour pour répondre aux besoins des 700 élèves. Le raccordement à l'eau et le jardin scolaires sont aussi de belles réussites. Les autres ont suivi la même voie en mobilisant l'apport local et en commençant les travaux qui seront fini pendant le premier semestre 2018. Le volet eau a quant à lui pris une nouvelle tournure avec l'arrivée d'un nouvel acteur sur le terrain, Think East Africa, mandaté pour réhabiliter l'ensemble des forages sur la zone. La complémentarité des approches a permis de dégager une réponse pertinente et complète au problème d'approvisionnement en eau.

Au total, en 2017, près de 3 750 personnes ont été sensibilisées et formées et 1 600 latrines ont été construites avec l'appui des deux programmes.

Prévisions et réalisations 2017				
	AAKT		ISAM	
	Prévisions	Réalisations	Prévisions	Réalisations
Animation (pers)	1 500	1 672	1 500	2 076
Latrines Arboloo	180	103	300	592
Latrines EcoSan	420	486	250	414
Forages	0	0	3	3
Latrines Ecoles	0	0	3	3

2. Le programme AAKT : « Amazi Amagara Kuri Tweze, l'eau et la santé pour tous »

2.1. Contexte

Mutimbuzi, dans la province de Bujumbura Rural, est une commune considérée comme périurbaine en raison de sa proximité avec la capitale et de la mixité de sa population, bien qu'elle soit en majorité agricole (rizicole notamment). Lancé en 2010, le programme AAKT existe donc depuis maintenant 7 ans. L'intervention a d'abord débuté dans la zone administrative de Rukaramu avant de s'étendre progressivement à celle de Maramvya dès 2012. Il est important de noter que la population de la commune ne cesse de s'accroître, dû à l'étalement de la capitale. De plus, des ménages ont également fui les quartiers contestataires de la capitale en raison de l'insécurité.

Communément appelée « commune-carrefour » en raison de sa localisation à la sortie de Bujumbura, la commune de Mutimbuzi est coincée entre la province de Bubanza et la République Démocratique du Congo. Soumise à une pression foncière de la capitale et faisant les frais des flux de réfugiés en provenance de la RDC, elle reste néanmoins une commune rurale et dépendante d'une agriculture de subsistance. Dans cette année d'inquiétudes et de crise, les ménages, les CHA et les paysans-modèle se sont investis dans cette phase de pérennisation du projet en développant leurs pratiques de gestion des excréta dans leurs champs et leurs cultures.

Leurs expérimentations, les formations, l'encadrement, les orientations et les recommandations des deux consultants ont confirmé l'impact de l'utilisation des extrants et ont permis de renforcer la bonne gestion d'une latrine ecosan et le tri des déchets ménagers ainsi que d'organiser le stockage et la redistribution des surplus.

2.2. Sensibilisation et formation

Plus de **1000 nouveaux ménages** ont été sensibilisés et formés à l'hygiène, l'assainissement et la gestion des déchets en 2017. Ceux-ci s'ajoutent aux quelques **16.000 personnes** sensibilisées depuis le début des activités en 2010 et qui sont répartis sur 10 collines.



2017 aura été l'occasion de confirmer et de renforcer l'impact des activités dans la zone au travers de sensibilisations, de formations, de mise en réseau et de réflexion sur la gestion des dérivés écosan. 486 nouveaux ménages ont ainsi construit, avec l'appui du projet, une latrine à déshydratation et ont commencé à utiliser les extrants au bénéfice de leurs familles. L'engouement perdure donc et la consolidation de l'action, menée durant toute l'année 2017, permet de garantir la pérennité des efforts.

Outre l'intégration des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement dans le quotidien, l'appropriation du projet par les bénéficiaires démontrent leur réceptivité et leur engagement : ceux-ci participent à toutes les étapes de l'intervention et comprennent les enjeux de la valorisation écosan. Le lien de confiance et de durabilité qui a grandi avec le projet a aussi permis de développer la communauté toute entière : les habitants produisent leur propre engrais à moindre frais et s'affranchissent de leurs besoins en intrants chimique, réduisant ainsi l'impact carbone tout en leur faisant des économies de temps et d'argent.



2.3. Réalisations

Au niveau familial

En 2017, la consolidation du projet a permis d'intégrer 486 nouveaux ménages dans la phase de renforcement en écosanitation au travers de la sensibilisation et de la construction d'une latrine à déshydratation. Cela prouve encore une fois l'adéquation du projet en réponse directe avec les besoins de la population. La mise en place des cinq jardins de démonstrations ont permis de témoigner de l'intérêt de valoriser ses déchets ménagers : les bénéficiaires ont pu observer les effets du compost écosan sur les cultures et ils ont à disposition les ressources pour s'informer : en effet, les paysans-modèles, les CHA mais aussi les personnes responsables à la commune ont suivi des formations poussées en écosanitation et sont investis d'un rôle d'encadrement et d'accompagnement des ménages désirant valoriser le compost issu de leur latrines.

Les ménages ayant des latrines Ecosan déjà en état de compost ont développé de manière spontanée des jardins individuels où ils ont mis en valeur les cultures des maïs, amarante, aubergine, tomates, poivrons, poireaux, piments, arachides. D'autres ménages se sont organisés autour de Comité CHA et développer les jardins de démonstration. Le mécanisme de collecte des composts et urines auprès des ménages a été soigneusement défini et permis à tous les membres d'être impliqués et participer activement au projet.

Pour l'exercice 2017 par exemple, 60% des ménages ayant des latrines Ecosan récupèrent les urines contre 39% en 2016. Cet accroissement approximatif de 22% montre combien de fois les ménages ont compris la valeur ajoutée des latrines au volet agricole.

D'autres petites infrastructures sont faciles à réaliser soi-même par chaque ménage désirant améliorer son environnement sanitaire : cela a en général un impact tout à fait positif sur la santé de leur famille et sur la gestion de leur déchets. 397 nouvelles compostières à déchets ménagers ont été installées ainsi que 580 râteliers à vaisselle. Ces derniers sont une

construction toute simple et qui met hors de portée de la poussière et des animaux la vaisselle propre. 336 systèmes de lavage des mains ont été installés à la sortie des latrines, un geste essentiel pour éviter toute contamination !

Les ouvrages hydraulique

Les deux forages réalisés à Kagaragara en 2012 et à Maramvya 12 en 2014 ainsi que celui réhabilité au centre de santé de Maramvya 15 en 2012 sont toujours fonctionnels et sous la gestion des comités mis en place.

Les infrastructures scolaires

À Rukaramu, Maramvya 1 et Maramvya 2, les trois blocs de latrines réalisés dans les écoles primaires au début de l'intervention sont toujours utilisés et bien entretenus. Les blocs de latrines écosan et la mise en place d'un jardin scolaire sont des projets intéressants pour les écoles. De nouveaux financements seront nécessaires pour pouvoir répondre aux besoins des écoles avoisinantes.

2.4. Les comités hygiène et assainissement (CHA)

Le projet AAKT est venu répondre à un besoin local : la nécessité d'avoir une structure locale capable de s'impliquer dans la promotion de l'hygiène et de l'assainissement et de la prendre en charge. Avant cela, ces questions étaient traditionnellement adressées aux entités administratives (Commune, Zone), trop éloignées des communautés que pour réagir efficacement sur des questions d'hygiène pourtant prioritaires. Lorsque le projet d'hygiène, assainissement et gestion des déchets s'est développé en 2013, les communautés se sont structurées autour de Comités (CHA – Comités Hygiène et assainissement) capables et responsables de promouvoir la santé dans leur communautés. Le projet a pu s'appuyer sur ces 11 CHA pour atteindre ses objectifs et suivre tous les bénéficiaires du projet.



En 2017, les membres de 11 CHA ont été recyclés sur les thématiques clés de promotion d'hygiène et assainissement ainsi que sur le leadership. Ce renforcement de capacité leur a permis de répondre avec efficacité aux sollicitations formulées par les ménages qu'ils encadrent. Par ailleurs, des nouvelles unités techniques locales ont intégré l'équipe CHA pour l'appui dans la sensibilisation et vulgarisation des composts écosan. Il s'agit notamment des Moniteurs Agricoles, des Paysans Modèles et de l'agronome zonal et communal.

Outre les 2 déjà AGR déjà initiés dans la zone du projet, 5 autres se sont ajoutés. Il s'agit des jardins de démonstrations de M15, M12, Budahigwa, Kivogero (K13) et Kirekura 12. A Kirekura 13 par exemple, en dépit du problème de retour de la pluie à temps, les aubergines,



amarantes, poireaux qui étaient plantés ont été repiqués en poquet avec le compost. Le rendement 3 mois après a été rassurant et satisfaisant.

En dépit de la volonté et engagement des membres du comité CHA à vouloir se développer comme une Initiative Locale de Développement (ILD), le plaidoyer de l'équipe du projet, du Comité Local de Suivi du projet, l'administration communale n'est pas encore favorable pour l'autorisation et/ou agrément d'une telle structure au niveau collinaire. L'ère (pour l'administration communale) est à la consolidation de la paix et au travail en synergie avec les structures administratives déjà mises sur pieds par l'administration centrale du pays. La légitimisation de CHA en ILD serait une duplication de développement

communal.

Déjà renforcés en juillet 2017 sur la composition et valeur agronomique des composts (Urines et fèces), le 2ème renforcement de capacité en octobre 2017 a été focalisé sur l'agriculture et assainissement écologique, l'utilisation des excréta comme fertilisant et le compostage.

Cet exercice avec les Paysans modèles, les Moniteurs Agricoles et membres des CHA visait également l'objectif d'intégrer les techniques d'utilisation de la fumure Ecosan dans les habitudes afin d'appuyer à leur tour les utilisateurs.

3 thématiques principales ont été développées et constituées la base des échanges durant les travaux en groupes.

- Un rappel sur l'agriculture et assainissement écologique ;
- L'utilisation des composts Ecosan comme fertilisant ;
- Le protocole d'utilisation.

A l'issue des échanges les participants ont mis en place une structure d'appui (par axe) aux CHA pour servir de relais entre les bénéficiaires et la population et vulgariser des Composts Ecosanauprès des communautés.

Pour faciliter les ménages et CHA à accéder facilement aux composts Ecosan et urines 2 sites nouveaux de collectes et stockage ont été ouverts à Kirekura 13 et Kirekura 12. Le choix de 2 sites, justifié du fait que ces 2 collines jouent de position stratégique à Maramvya et regroupent les axes facilement accessibles pour les ménages.



Le renforcement de capacité de 16 moniteurs agricoles, 22 Paysans modèles, 2 agronomes zonaux, 1 agronome communal, 3 membres du Comité Local de Suivi du projet, 2 Technicien de Promotion de la santé (TPS) et 22 membres du Comité CHA s'est inscrit dans la logique de les rendre comme agents locaux engagés pour servir d'approvisionnement et vulgarisation des composts à la communauté. 3 axes d'appui de proximité sont constitués et définis:

- Axe 1 regroupant M15, Mushasha et Bugoma ;
- Axe 2 regroupant M14, M13, M12 et Kir et enfin ;
- Axe 3 regroupant Budahigwa, Kivogero, Kir 12 et Mutara.

Outre le rôle et mission principale sur lesquels les membres de CHA travaillent régulièrement, les axes d'appuis aux comités au vu leur cahier de charge s'élargir sur :

- Servir de relais entre bénéficiaires et la population d'intervention en besoin de latrines Ecosan ;
- Sensibiliser et vulgariser le compost Ecosan ;
- Faciliter la diffusion des bonnes pratiques dans les exploitations agricoles ;
- Faciliter l'accès des membres CHA et les producteurs pilotes aux produits ECOSAN et leur utilisation.
- Suivre les membres de CHA dans l'utilisation de composts Ecosan.



L'Agronome communal, zonal et les agents décentralisés dans le domaine de l'agriculture (Moniteurs agricoles) ont pris part active aux rencontres. A cet effectif s'est également ajouté les agents de Promotion de Santé du Ministère de la santé (2 pour la zone de santé de Maramvya y ont pris part). Leur participation aux travaux en groupes a donné plus de confiance entre le projet et les bénéficiaires et surtout rassuré les participants sur l'importance d'utilisation des composts Ecosan aux fins agronomiques.

Les rencontres permanentes entre l'équipe du projet, les membres du CLS et l'administration locale (au niveau de la zone de Maramvya et de la commune de Mutimbuzi) a permis de mettre une synergie de travaille et ouvrir un cadre de coopération régulier. Cependant l'objectifs de décrocher la reconnaissance de CHA en tant qu'une ILD semble s'éloigne pour l'instant. Néanmoins, avec la mise en place d'une structure d'appui au CHA constitué à majorité par les agents décentralisés de l'administration communale constituerait un atout important sur lequel, les CHA pourraient sans doute partir.

2.5. Evaluation de l'impact

Le projet AAKT a conscience de son succès auprès des ménages, et surtout de l'impact positif sur la santé des communautés bénéficiaires. Depuis le début, il expérimente une approche innovante en matière de promotion de l'hygiène et de l'assainissement. Le pari est gagné depuis que l'impact positif sur les communautés a été décrit et analysé dans le rapport d'un consultant extérieur. Des observations et des conclusions ont été tirées, et les autres interventions s'inspirent allègrement des expériences faites par ce premier projet.

Les conclusions de ce rapport portaient notamment sur la diminution drastique des maladies diarrhéiques (-58%) et l'augmentation impressionnante de l'indice sanitaire (+55%). Il a également révélé une adaptation durable des comportements, ce qui est toujours un objectif difficile à atteindre. L'implémentation de l'écosanitation, cette nouvelle technique de gestion de latrine et de déchets ménagers, a renforcée durant toute l'année 2017.

Le développement des activités de formation, sensibilisation des ménages au tri des déchets, la construction de latrines à déshydratation et écosanitation avec valorisation et utilisation des dérivés et pratique compost écosan l'élargissement des ateliers de renforcement des capacités aux agents décentralisés du Ministère de l'agriculture et de la santé au niveau institutionnel ont impacté positivement les résultats et ouvrent une opportunité d'appropriation des activités du projet et le développement d'activités en lien avec les thématiques d'hygiène et de valorisation des déchets.

L'engouement des ménages autour des latrines écosan s'explique notamment par :

- Le gain de place dans une région où la pression foncière et la densité de population ne cesse d'augmenter ;
- La structure adaptée aux contraintes locales (sol sablonneux, nappe phréatique très proche : moins de 1 mètre dans certaines collines) ;
- La production d'engrais organiques efficace à moindre coût à des fins agricoles.

2.6. Perspectives futures

La phase de pérennisation étant maintenant terminée, les communautés et les comités sont autonomes dans l'encadrement des ménages et ils peuvent désormais assurer la viabilité des ouvrages sans supervision. Les sites de collecte de compost et d'urine, en tant qu'entreprise innovante, devront encore être accompagnés pendant un certain temps pour confirmer leur viabilité et leur permettre de continuer leurs expériences. Les CHA, quant à eux, ont encore un peu de route devant eux avant d'obtenir la reconnaissance officielle en ILD (Initiative Locale de Développement)), surtout dans le contexte politique actuel.

Devenu aujourd'hui une référence en terme d'écosanitation au Burundi, toutes les expériences menées dans les jardins de démonstration fourniront encore des indications sur les façons d'utiliser les dérivés. Mutimbuzi devrait donc pouvoir promouvoir l'écosanitation tout en profitant pleinement des engrais produits et des cultures engendrées grâce à ce fertilisant. Le projet souhaite donc élargir les activités aux collines voisines qui présentent des similitudes dans les problèmes d'hygiène, d'eau et d'assainissement.

La crise politique obligeant le projet à évoluer dans un contexte très incertain, celui-ci reste à l'écoute de l'évolution des besoins dans la zone et est prêt à adapter ses activités.

3. Le programme ISAM « Isuku Soko ry'Amagara Meza, Hygiène source de vie saine »

3.1. Contexte

C'est en 2014 que le projet ISAM a démarré sur la colline de Kagwema. Celle-ci avait été identifiée à cause de sa situation précaire, où les besoins en terme d'hygiène, d'accès à l'eau et d'assainissement étaient sévères. La population est démunie et subit chaque année les

épidémies de choléra, une maladie hydrique à grande morbidité. Peu après, le projet s'étendait à Kizina, où les besoins en termes d'assainissement étaient aussi évidents : en effet, il est impossible de creuser une latrine traditionnelle à cause de la nappe phréatique affleurante. Comme ce fut le cas les précédentes années, le démarrage du programme a été fortement perturbé par le contexte politique. En 2017, ISAM a enfin atteint sa vitesse de croisière et fonctionne à plein régime.

Enquête	Animation initiale	Animation thématique	Animation enfants	Latrine Arborloo	Latrine Ecosan	Système Lavage de mains	Séchoir	Compostière
749	2.076	4.068	1.107	592	414	155	582	95

3.2. Réalisations au niveau domiciliaire

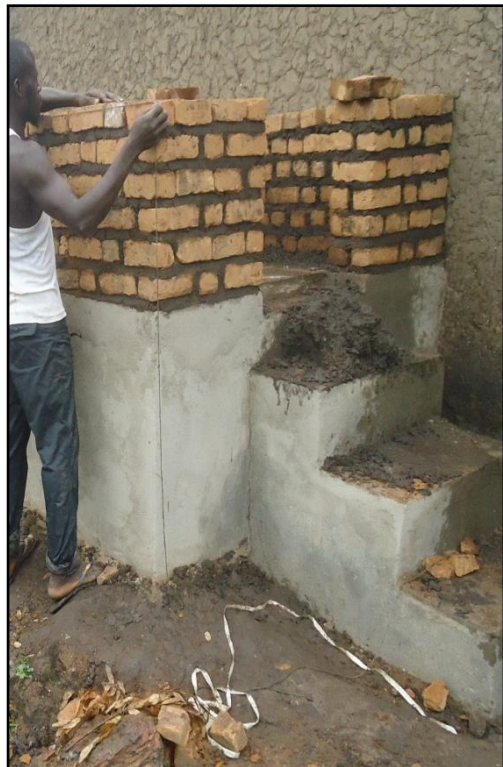
749 enquêtes socio-sanitaires ont été menées dans les sous-collines de Village de paix, Ndavabusongo (2), Kigobe, Nyamwagura, Bwiruka, Mudubugu, Kigwati et Gihanga 5, faisant frontières aux premières collines d'intervention. Proches des collines d'intervention de 2015 et 2016, ces sous-collines ont également ressenti le besoin de promouvoir l'hygiène et l'assainissement dans leur communauté et se sont adressés au projet au travers de leur chef collinaire. Comme leurs collines voisines, elles présentent une forte prévalence de maladies hydriques et féco-orales, un taux faible de couverture en eau et en assainissement de base, une absence de sensibilisation des communautés sur la gestion des points d'eau et sur les pratiques d'assainissement et d'hygiène ainsi qu'un manque de moyens en réhabilitation et maintenance des infrastructures.

Au total, 2 076 personnes ont suivi l'animation initiale dans les communautés où l'enquête est clôturée. Cette animation a marqué le début de la démarche participative dans les communautés. Elle sert à faire connaissance avec la communauté, à identifier avec eux les problèmes sanitaires et à leur faire prendre conscience des « routes de contamination » sur les maladies les plus communes, comme la diarrhée et la malaria. En parallèle, les animations thématiques continuent sur l'ensemble des collines où plus de 4068 adultes ont suivi un module de formation thématique sur l'hygiène, l'assainissement et/ou l'écosanitation. Ces animations insistent sur les messages et les comportements à adopter pour barrer les « routes de contamination », comme par exemple les moments-clé pour se laver les mains. Elles abordent différentes stratégies pour éliminer certaines maladies,

comme par exemple l'élimination/évacuation des eaux stagnantes, le désherbage et assainissement domiciliaire. Elles mettent aussi en avant les avantages d'une bonne gestion des déchets ménagers et de leur potentielle valorisation.

Parmi les bénéficiaires qui ont assisté aux différentes animations, 1 149 adultes ont suivi une séance d'information spécifique à l'écosanitation. Les ménages intéressés par l'installation d'une latrine écosan chez eux souhaitent en savoir davantage sur son utilisation, son fonctionnement et sa valorisation sur les cultures.

Enfin, 1.107 enfants ont également assisté à une animation : en effet, la sensibilisation des enfants de 4 à 10 ans entre dans la stratégie communautaire et ouvre le dialogue sur la promotion de l'hygiène et de l'assainissement au sein de la famille.



3.3. Réalisations au niveau communautaire

Au niveau des constructions de latrines, l'augmentation évolue positivement et de façon constante avec une augmentation de 10% pour chaque trimestre. Cela démontre bien que la demande ne s'essouffle pas et que le projet est en train d'atteindre sa vitesse de croisière.

Depuis le début de l'intervention, chaque semestre aura donc vu le nombre de réalisations de latrines augmenter. Lors du premier semestre 2017, 481 latrines avaient vu le jour. Pour le second semestre, 525 nouveaux ménages bénéficient d'une nouvelle latrine, arborloo ou écosan selon leur choix.

De façon constante, 67% des ménages privilégient les latrines arborloo, plus abordable et plus facile à réaliser. La latrine écosan a cependant de plus en plus de succès : actuellement, plus de 30% des ménages décident d'opter pour cette option alors que la première année, seulement un quart de la population se risquait à faire un tel choix. C'est une évolution qui avait déjà été constatée sur les programmes précédents : une fois que les premières latrines écosan fournissent du compost et que le compost a pu être récolté et valorisé et que les bénéficiaires constatent l'impact sur les cultures, il est plus facile pour eux d'investir dans ce nouveau design, plus onéreux et plus fastidieux à réaliser.

Faciles à réaliser soi-même, les petites réalisations permettent elles aussi d'améliorer l'hygiène et la gestion des déchets au quotidien. Durant cette année, 155 systèmes de lavage de mains ont été réalisés par les bénéficiaires eux-mêmes, ainsi que 582 séchoirs et 92 compostières.

Le volet eau a quant à lui connu plusieurs rebondissements. Lors du premier semestre, le projet avait identifié dix forages à réhabiliter sur lesquels intervenir en priorité. Les pannes avaient été identifiées et les interventions planifiées. Les premières interventions sur trois forages ont permis de donner l'accès à l'eau sur ces ouvrages. Cependant, les caractéristiques de mise en oeuvre initiale (verticalité du forage, performance du filtre du gravel pack, de la crépine, positionnement de la vanne de fond) nécessitent un suivi pendant les premiers mois de fonctionnement pour pallier à tout frottement ou carence de performances ultérieurs. Les réhabilitations totales des ouvrages seront validées après validation du fonctionnement. Le projet avait choisi d'utiliser les têtes de pompes Afridev pour leurs qualités techniques, leur coût réduit et le fait qu'elles soient VLOM (Village Level Operation and Maintenance). Une première commande avait été passée fin 2017 au Kenya, pour laquelle les démarches et la logistique d'exportation avaient été entamées.



Peu après, un nouvel intervenant est arrivé dans les collines où le projet développe ses activités : Think East Africa (TEA). Arrivé au Burundi avec l'intention d'installer plusieurs milliers de pompes India Mark II dans tout le pays, il comptait aussi intervenir sur la zone d'intervention du projet. Les India Mark II ne sont pas VLOM et les premiers contacts ont révélé que TEA n'avait pas d'approche « soft » qui implique et responsabilise les communautés et induit les changements de comportement et a un impact important sur la protection de la santé des bénéficiaires. Les implications pour le projet sont majeures et il fallait réagir rapidement : rencontrer ce partenaire potentiel, identifier les possibilités de collaboration, envisager d'abandonner l'Afridev au profit de l'India Mark II, former l'équipe du projet et les comités à l'entretien autonome des India Mark II, soutenir la mise en place d'un réseau de techniciens formés et de pièces détachées.

3.4. Réalisations en milieu scolaire

Le volet école du programme a quant à lui pris son envol. Après Murire II, ce sont les écoles de Mudubugu et Gihanga I qui ont bénéficié d'une nouveau bloc de latrines écosan. À Murire II, le bloc de latrine existant a été reconverti et réhabilité en bloc écosan. Un nouveau

bloc a vu le jour pour les filles ainsi que deux urinoirs : l'un pour les filles, l'autre pour les garçons. Le projet a également mis en service un raccordement au réseau d'eau afin que toute l'école ait accès à l'eau potable. 17 enseignants ont été formés et le Club Wash,



Mudubugu

composé de 9 élèves (5 garçons et 4 filles) a été mis en place pour renforcer la gestion et l'utilisation du bloc de latrines. Ils sont encadrés par le maître superviseur et ont un rôle de promotion de l'hygiène dans l'école. Un kit, constitué d'une brouette, de deux paires de bottines, de deux pelles, deux paires de gants et cinq arrosoirs leur ont été confiés.

A Mudubugu, l'école fondamentale s'est mobilisée pour construire un nouveau bloc de

latrines écosan avec urinoirs. Les pluies abondantes de fin d'année ont démontré la nécessité de mettre en place un système de drainage autour du bloc de latrines avant la remise au Comité école pour utilisation.

À Gihanga I, le bloc de latrine à 6 portes et les urinoirs filles et garçons sont terminés et attendent d'être contrôlés pour être mis en fonction. La remise des ouvrages est prévue pour la deuxième quinzaine de février 2018.

Trois autres écoles fondamentales sont prêtes avec leur apport local. Il s'agit des ECOFO de Gihanga IV, Village VI et Murire I. Il est intéressant de constater qu'au début de

l'intervention à Gihanga, l'école de Murire I avait montré beaucoup de réticences envers l'écosanitation. Aujourd'hui, après avoir pu constater les expériences positives dans les écoles voisines et les ménages avoisinant, les parents se sont remobilisés et ont sollicité l'intervention du projet. En effet, les avantages agricoles, environnementaux et financiers découlant de



Gihanga 1

l'écosanitation sont de plus en plus visibles au fur et à mesure que le projet avance. Les perspectives pour le volet école sont donc assez prometteuses.

3.5. Au niveau institutionnel

Les rencontres et les descentes sur le terrain par les délégués communaux et provinciaux ont gardé une fréquence satisfaisante durant toute l'année 2017. En juillet 2017, le conseiller de l'administrateur chargé des questions de développement de la commune de Gihanga a fait le tour des activités de terrain et s'est rendu compte que le projet s'est intégré de la manière satisfaisante au sein de la communauté. La dynamique et l'assiduité au travail dont le projet fait preuve depuis le début de l'intervention ont été reconnues par l'administration qui reconnaît PAD comme partenaire de terrain actif. Le projet a d'ailleurs été sollicité par la commune pour l'appuyer dans l'analyse du bilan des activités 2017 et dans la préparation du plan d'action 2018 pour son volet eau, hygiène et assainissement.

Au niveau provincial, à la demande du Gouverneur de province de Bubanza, le Directeur Provincial de l'Assainissement a eu l'occasion de visiter les activités de terrain en août et en décembre. Il a rencontré la population et a pu apprécier l'implication des bénéficiaires dans les différentes phases du projet. Le Directeur a noté avec satisfaction la collaboration avec l'administration, le choix des collines d'intervention, l'approche participative utilisée, les solutions techniques adaptées au contexte particulier des structures de sol dans certaines collines et la valorisation progressive de compost Ecosan.

En septembre dernier, une équipe technique du Ministère de l'intérieur composée de deux cadres du Département de la Coordination des ONG Etrangères s'est rendue dans les différentes sous-collines d'intervention lors de leur mission d'itinérance-terrain dans le but de faire le suivi des activités mises en oeuvre par les ONGE. Ils se sont rendu compte que les activités menées par PAD, jugées pertinentes, répondent aux besoins de la communauté et bénéficient de l'adhésion active de la population.

3.6. Perspectives futures

Au regard du nombre de réalisations, le projet a atteint sa vitesse de croisière. L'ouverture de 9 sous-collines d'intervention avec les enquêtes socio-sanitaires a permis aux communautés de faire connaissance avec l'équipe et de participer aux premières étapes de la promotion de l'hygiène et de l'assainissement de base. Les ménages étant très réceptifs aux animations, ils ont participé activement aux enquêtes et aux animations de base ainsi



Lorsque l'on observe les résultats cumulés des réalisations de latrines, on constate toujours cette ligne ascendante qui permet à l'équipe d'en réaliser chaque semestre un peu plus que le semestre précédent. On peut conclure que les différents angles d'interventions avaient été bien préparés pour faire une action globale cohérente et cela porte ses fruits.

Les CHAs sont actifs et remplissent leur fonction d'inscrire dans les habitudes des ménages les acquis du projet. Il s'agit essentiellement de renforcer des bonnes pratiques d'hygiène et d'encourager les ménages à terminer leur superstructure le plus rapidement possible.

L'arrivée d'un nouvel acteur de taille dans le volet eau impose, à priori, un modus operandi sur toute la zone, ce qui a obligé l'équipe à faire preuve de flexibilité et de créativité. La possibilité de travailler ensemble sur cette thématique ouvre de nouvelles perspectives de collaboration et probablement une toute nouvelle approche concernant l'accès à l'eau potable dans la zone.

Au niveau des écoles fondamentales, la motivation des bénéficiaires n'est désormais plus un frein. PAD commence à acquérir la crédibilité nécessaire dans la zone et les premières réalisations servent d'exemple. L'équipe est maintenant sollicitée et les écoles avec lesquelles un accord est conclu sont tout de suite prêtes avec l'apport local.

La dynamique vertueuse étant confirmée par l'augmentation constante de la demande et des réalisations, le projet entame sa dernière phase (six mois de prolongation) avec sérénité quant à son achèvement et à la mobilisation des bénéficiaires.

L'enquête post-intervention révélera l'impact précis que l'action aura eu sur la zone d'intervention. Au regard des projets similaires qui se sont terminés un peu plus tôt, les résultats promettent d'être très engageants.